Déclaration préliminaire des représentants SUD Culture Solidaires

Déclaration préliminaire des représentants SUD Culture Solidaires au Comité Technique Paritaire Ministériel du 13 février 2007

Monsieur le Ministre,

A l'heure où nous sommes, les agents postés de la filière ASM sont entrés dans une grève reconductible depuis le 9 février, après avoir été nombreux à suivre la journée de grève dans les Services publics du 8 février au Louvre, à Orsay, à Versailles mais aussi à Guimet, à Fontainebleau...

Aujourd'hui à Versailles et à Orsay, de nouveaux grévistes rejoignent le mouvement malgré les pressions que fait peser l'administration (aujourd'hui même à Versailles, la direction a déclaré notre AG de grève reconductible illégale !)

Hier, un tiers des agents postés du Louvre étaient grévistes, samedi : un tiers encore et ce même jour à Orsay alors que l'effectif des non-grévistes n'atteignait pas l'effectif minimum requis pour garantir aux visiteurs et aux œuvres des conditions de sécurité que le service public de la Culture

leur doit, l'établissement a tout de même ouvert ses portes !

Le Louvre, champion dans la manière de gérer le sous-effectif, a depuis longtemps appliqué une politique de redéploiement, de baisse constante des effectifs, sans qu'aucun effectif minimum de sécurité n'ait jamais été défini d'ailleurs !

Ainsi lorsque samedi, en raison du nombre de grévistes, la direction de l'établissement aurait du prendre la décision de fermer de nombreuses salles, l'établissement a ouvert lui aussi dans des conditions déplorables pour la sécurité des visiteurs et pour leur accueil !

Hier seulement la direction du Louvre a enfin décidé d'être plus raisonnable et de fermer plusieurs secteurs afin de rendre au public des conditions de visites plus décentes mais, notons le, sans appliquer un quelconque tarif réduit puisque le calendrier des ouvertures garanties n'était pas assuré.

Des pressions, des intimidations, des moqueries sont proférées contre les agents pour qu'ils n'entrent pas dans la grève.

Et tout ça pour quoi ?

Pour rendre invisible leur grève et leur revendication -par ailleurs jugée légitime !

Hier, une délégation a été enfin reçue par votre Conseiller social, lequel a juste répété, après quatre jours de grève, la proposition que la DAG avait formulée avant le début de la grève : Le MCC reconnaissait la légitimité de la revalorisation de l'IAT et proposait un plan pluriannuel mais sans fixer sa durée ni la hauteur de la revalorisation !

Une seule avancée a été faite : l'engagement qu'il y aurait un coup de pouce pour 2007 qui serait rétroactif au 1er janvier 2007. Mais la hauteur du coup de pouce n'a bien entendu pas été chiffré et le Conseiller a renvoyé au 3 avril toute négociation sur la question, dans le cadre d'une réunion sur

la politique indemnitaire, réunion arlésienne qui devait se tenir en décembre 2006 !

Monsieur le Ministre, il ne faut pas vous y tromper, le mécontentement des agents qui se traduit par une demande de revalorisation indemnitaire exprime un malaise plus profond du monde des musées. Ainsi à Guimet et à Versailles, des préavis de grève ont été déposés pour défendre les vacataires...

Parce que la précarité n'a pas disparu des musées, elle a juste changé de visage : des contrats plus courts pour la simple raison qu'ainsi les établissements évitent de payer le chômage, des temps partiels imposés pour boucher les trous occasionnés par un manque d'effectif titulaire. Le cynisme ayant été atteint à Orsay où des stagiaires des bacs professionnels sont affectés en salles pendant la durée de leur stage !

Oui, monsieur le Ministre, « les gardiens de musées en colère » – comme ils ont décidé de s'appeler- ce sont des fonctionnaires pauvres, qui doivent accumuler des heures supplémentaires pour pouvoir s'en sortir et des vacataires qu'on utilise au gré des besoins et qu'on jète dehors à la moindre velléité de réclamer une amélioration de leur sort, ne serait-ce que par l'ouverture de concours pour recruter les agents dont les musées manquent cruellement, entraînant des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Face à votre surdité, les agents en grève n'auront qu'une alternative :

soit renoncer à leur revendication et ce ne sera ni à leur bénéfice ni à celui du service public culturel qu'ils accomplissent

soit durcir leur mouvement.

D'un côté comme de l'autre, vous les poussez à la désespérance.

Il n'est donc pas question pour SUD de siéger aujourd'hui au CTPM dans la situation actuelle si le Ministre ne se décide pas à entrer en négociation immédiatement sur la revendication des agents de surveillance des musées et non pas dans le cadre feutré d'une réunion qui doit se tenir aux calendes grecques.

Sud Culture Solidaires, le 13 février 2007